

mois peut-être, au pis aller. Est-ce ainsi qu'on doit administrer un pays?

J'aimerais dire au ministre des Finances, au nom du Ralliement créditiste et au nom de mes concitoyens, que les Canadiens sont en droit de savoir où va l'économie de leur pays. Ce jeu de cache-cache et de tâtonnement prôné par le gouvernement ne présage rien de bon, particulièrement en vue de la situation internationale très tendue que nous connaissons actuellement.

A la suite des conférences fédérales-provinciales tenues depuis quelques années, il ressort, d'après le ministre, que les provinces et les municipalités auront à faire face à des augmentations de dépenses de l'ordre de 8½ p. 100 par an, pour les cinq prochaines années. Par ailleurs, les dépenses fédérales augmenteraient de 6½ p. 100.

A ce sujet, le ministre dit:

En face de notre besoin commun de recettes accrues, il est naturel que les gouvernements fédéral et provinciaux aient peine à s'entendre sur l'usage des différents domaines fiscaux.

C'est clair: la chicane va reprendre encore dès que le ministre des Finances rencontrera les représentants des provinces canadiennes.

Il faut donc s'attendre à de nouvelles augmentations de taxes et d'impôts pour les cinq prochaines années.

Monsieur l'Orateur, le ministre semble ainsi dire qu'il est naturel, normal, et dans l'ordre que les gouvernements fédéral, provinciaux et municipaux se tiraillent afin de savoir qui va taxer le plus le citoyen canadien.

Ce qui m'épate dans le système actuel, dans ce faux système, c'est que personne ne se chicane pour savoir qui va rendre service le plus au citoyen canadien, qui va aider le plus le citoyen canadien, qui va favoriser le plus la liberté et la sécurité du citoyen canadien. Non, on préfère se chicaner pour imposer des carcans, sous forme de taxes, aux citoyens de tout le Canada.

Je suis, avec les membres du Ralliement créditiste, tout simplement indigné de voir comment on administre le bien public, l'argent du peuple canadien. Triste tableau que celui de la paix dans notre économie nord-américaine. En temps de paix, c'est la misère au sein de l'abondance, c'est-à-dire que nous vivons dans une fausse prospérité. C'est une prospérité quand même, mais qui ne dure pas. Elle est tiraillée par des grèves, des hausses de prix, une production décevante, et l'agriculture est dans le marasme; les déficits budgétaires, tant fédéraux, provinciaux que municipaux, ne cessent de s'accroître.

Nous sommes dans une période de paix actuellement au Canada ou, pour être plus réalistes, dans une période de guerre froide, et ce à cause de ce qui se produit au Vietnam et, maintenant, en Israël ou au Moyen-Orient.

Or, le ministre lui-même constate ceci: productivité décevante, hausse des prix, hausse du chômage, dette nationale accrue qui pèse sur chaque citoyen canadien. Et le déficit national atteindra les 740 millions, ce qui augmentera d'autant les intérêts que nous aurons à payer l'an prochain. L'intérêt ne sera plus, à ce moment-là, de 1 milliard 234 millions, mais plus de 1 milliard et demi, ce qui équivaldra à peu près au budget de la Défense nationale qui constitue la plus grosse tranche du budget national. Triste tableau que celui de la paix!

Mais, survient une guerre et tout le tableau change: la productivité s'accroît, les grèves disparaissent, on ne parle plus de chômage, sinon comme un souvenir du passé. Et l'on promet que les choses passées ne se répèteront pas.

La même chose s'est produite de 1939 à 1945, pendant la guerre. Alors que pendant dix ans de crise nos jeunes chômaient, n'avaient pas de sécurité, ne pouvaient pas gagner honnêtement et honorablement leur vie au Canada, pendant la durée de la guerre on allait les sermonner en Europe en leur disant —c'était l'honorable M. Ralston qui était ministre de la Défense nationale à cette époque—là et aussi l'envoyé en Europe—«Battez-vous avec bravoure, versez votre sang pour votre pays et lorsqu'il vous sera donné de revenir au Canada, si jamais vous y revenez, à ce moment-là, vous ne connaîtrez plus la crise de chômage, la misère, l'insécurité.» Or, on promettait ça à nos jeunes et 20 ans après, ou depuis trois ans, le gouvernement nous présente un budget en disant que nous devons faire la guerre à la pauvreté, à la misère au sein de l'abondance au Canada.

Quelle est la logique des politiciens au Canada? Ne sont-ils pas absolument une clique de menteurs en face du peuple et des générations futures? Il n'est pas surprenant de voir nos jeunes se révolter, devenir des séparatistes, des indépendantistes, des bouledogues, de Toronto ou d'ailleurs. Nos jeunes n'ont plus confiance dans leurs institutions gouvernementales, et, avec raison. Pourquoi? Parce que le gouvernement lui-même ne se respecte pas.

M. Latulippe: Il ne respecte que la finance!

M. Caouette: Certainement, c'est la seule chose qui est respectée: le système financier. Et tout le monde est à plat ventre là-dedans.

La productivité s'accroît, les grèves disparaissent en temps de guerre; on ne parle plus de chômage. Revient la paix et, de nouveau, le tableau s'assombrit. Dès que la paix revient, c'est encore la misère au sein de l'abondance. Est-ce à dire que la vraie prospérité est au prix du sang de nos compatriotes et de nos enfants?